



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 3751

Texte de la question

INDUSTRIE

Mme la présidente. La parole est à M. François Brottes, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. François Brottes. Monsieur le Premier ministre, qu'ils portent une blouse blanche, une blouse grise ou un bleu de travail, chaque fois que le Président de la République se déplace dans une usine, on leur demande de se mettre en arrière-plan sur la photo.

Le moment est toujours historique car, trop souvent, c'est un plan de licenciements massif qui arrive ou une fermeture définitive de site industriel qui s'annonce.

Votre bilan industriel est catastrophique, chers collègues : c'est la destruction de 750 000 emplois depuis 2002 dans l'industrie. Vos privatisations dans le secteur de l'énergie se traduisent par des hausses de tarif vertigineuses : le gaz aura ainsi augmenté de 65 % en cinq ans. Votre gestion des entreprises publiques, c'est la vente à la découpe au profit des amis du Fouquet's, comme dans le cas du démantèlement du groupe Areva. Vos contrats brésiliens mirobolants pour le Rafale viennent de se solder par un cruel retour au hangar. Votre soutien public par filière sans aucune contrepartie - je pense aux équipementiers automobiles - aura conduit à une succession de délocalisations.

M. Jean-Michel Ferrand. Et bla-bla-bla et bla-bla-bla !

M. François Brottes. Alors, on ne vous attendait pas chez Rossignol, en Rhône-Alpes, dont la relocalisation d'activités ne doit rien à l'État. En revanche, on vous attend chez Photowatt, en Isère, pour que vous expliquiez comment vous avez sacrifié la filière photovoltaïque. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

On vous attend aussi chez Fralib-Unilever à Marseille, et pas seulement pour y prendre le thé. *(Protestations sur les bancs du groupe UMP.)* Mais on ne vous attend plus chez Molex, Arcelormittal ou Continental.

Monsieur le Premier ministre, dites-le au Président de la République : l'industrie, les ingénieurs, les ouvriers de ce pays ont besoin d'investissements, d'innovations et de perspectives de croissance. Vous avez opté pour le chemin inverse, celui de l'austérité, pour une sorte de règle d'or sacrée, invoquant une fatalité qui vous échapperait, un peu comme pour vous dédouaner.

Quant à nous, nous sommes là, avec François Hollande *(Vives exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC)* pour retrousser nos manches, et remettre le pays et l'Europe en mouvement, sur le chemin de l'espoir et de la création d'emplois. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Mme la présidente. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du commerce extérieur.

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État chargé du commerce extérieur*. Monsieur Brottes, vous aussi m'avez habitué à mieux. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Quelle caricature ! En vous écoutant, on a l'impression que le seul programme de la gauche, c'est de se réjouir des malheurs de l'industrie française. C'est lamentable ! *(Protestations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Jean-Pierre Soisson. Très bien !

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État*. La vérité, monsieur Brottes, c'est que, après le général de Gaulle et Georges Pompidou et jusqu'à Nicolas Sarkozy, il n'y a pas eu de politique industrielle dans ce pays.

La vérité, c'est que les 35 heures *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC)*, la retraite à soixante ans,

l'augmentation permanente des charges, ont littéralement plombé nos entreprises et tué deux millions d'emplois industriels.

M. Albert Facon. Ça fait dix ans que vous gouvernez !

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État*. La vérité, c'est que les grands groupes, bien souvent dirigés par vos amis - et je ne veux pas donner de noms - ont préféré la délocalisation plutôt que l'entretien de leurs sous-traitants et de leur écosystème. C'est cela la vérité !

Le travail que faisons quant à nous, c'est de reconstruire patiemment, par la recherche, par la suppression de la taxe professionnelle, par la fiscalité, un tissu industriel de PME, afin que la France retrouve sa place à l'échelle internationale.

Il n'y a pas de fatalité à la désindustrialisation de la France.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Dix ans !

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État*. Regardez le l'autre côté du Rhin ce qu'un chancelier socialiste a fait, il y a dix ans, et que vous refusez : la flexibilité, la baisse des charges, la recherche. C'est exactement la politique industrielle que nous menons en France et qui va donner des résultats !

M. Marcel Rogemont. Cela fait dix ans que vous ramez !

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État*. C'est l'inverse de la politique de la gauche : un recours incessant à la dépense, aux emplois publics et aux déficits. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. François Brottes](#)

Circonscription : Isère (5^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3751

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Commerce extérieur

Ministère attributaire : Commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 décembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 14 décembre 2011